

EURO  *mad*



**Conseil de l'UE des ministres de la culture, de l'éducation
et des affaires sociales**



***Europe terre d'accueil : quelle coordination
européenne pour améliorer l'intégration des immigrants
et réfugiés dans l'UE ?***

SOMMAIRE:

I. Introduction

II. Contextualisation et positions des États Membres

- ❖ Bilan historique des avancées
 - ❖ Informations générales
- ❖ Quels contrôles pour les ONG comme Open Arms?

III. Enjeux de l'intégration

- ❖ Fonds européens relatifs à la migration et à l'intégration
 - ❖ L'éducation et le partage des bonnes pratiques
 - ❖ La culture européenne
 - ❖ Plan d'action sur l'intégration et l'inclusion
- ❖ Quelle prise en charge des migrants réguliers et irréguliers ?

IV) Les objectifs du conseil de l'UE du 26/04/2024 sur l'intégration des migrants au sein de l'UE

IV. Bibliographie

- ❖ Fonctionnement des institutions européennes
 - ❖ Sur l'immigration en Europe
 - ❖ L'éducation des migrants
 - ❖ Sur la culture européenne
- ❖ Points d'entrées avec protection européenne commune
 - ❖ ONG
 - ❖ Italie
 - ❖ Pays-bas
 - ❖ France
 - ❖ Suède
 - ❖ Finlande
 - ❖ Maroc

I. INTRODUCTION

Europe terre d'accueil : quelle coordination européenne pour améliorer l'intégration des immigrés et réfugiés dans l'UE ?

Par définition, un migrant correspond à une « personne qui vit de façon temporaire ou permanente dans un pays dans lequel il n'est pas né ». Si les immigrants ont décidé de partir vivre dans un autre pays, les réfugiés, eux, ont été forcés de fuir leur pays d'origine afin de sauver leur vie. Dans un pays, la présence de ce migrant peut être considérée comme légale ou illégale selon les modalités de son entrée sur le territoire. Certains de ces migrants peuvent selon les conventions internationales du droit d'asile prétendre au statut de réfugiés.

L'Europe est depuis longtemps une terre recherchée par les migrants, et surtout à partir de la Seconde Guerre mondiale. En majorité, il s'agit des jeunes entre 18 et 30 ans en quête d'une vie plus prometteuse. Ces derniers s'y dirigent pour diverses raisons, les plus importantes sont les guerres, les motivations économiques, environnementales, de travail ou familiales. L'Union Européenne comptait environ 24 millions de citoyens non européens sur 447 millions d'habitants en 2021, soit 5% de sa population. L'Union européenne doit améliorer les conditions d'intégration des immigrés et réfugiés en son sein en renforçant des dispositifs déjà présents et en en créant de nouveaux afin d'intégrer cette population, en particulier culturellement et linguistiquement.

II. Contextualisation et positions des États Membres

❖ Bilan historique des avancés

L'Histoire de l'immigration en vidéo:

<https://www.youtube.com/watch?app=desktop&v=bljT4y2lZXA>

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe s'est vue devenir une terre d'accueil. Sa relative prospérité économique et sa stabilité politique semblent avoir un effet d'attraction important. Plus récemment, des centaines de milliers de Syriens, d'Irakiens, d'Afghans ou de Vénézuéliens ont fui leur pays pour rejoindre l'Europe.

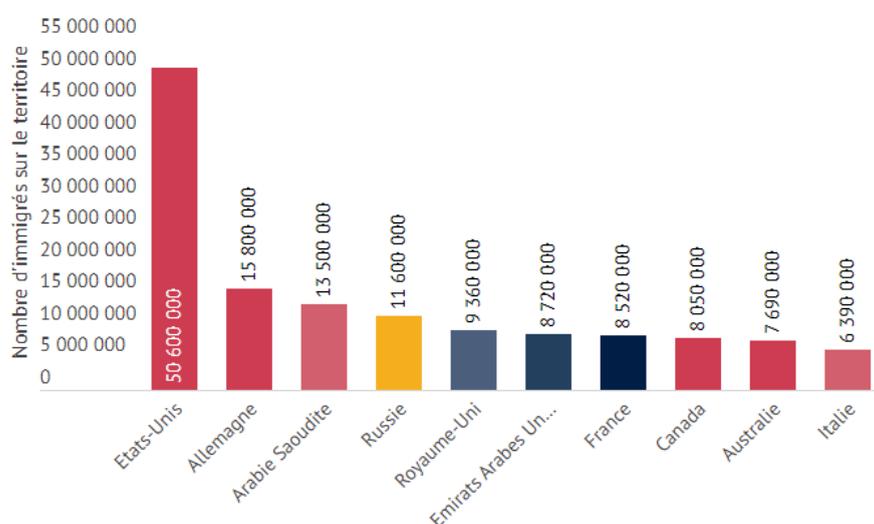
La politique européenne d'immigration et d'asile est véritablement née dans les années 1990. En 1995, c'est l'espace Schengen qui entre en application (la convention ayant été signée 10 ans plus tôt), en abolissant les contrôles aux frontières entre ses États membres et en renforçant ce contrôle à leurs frontières extérieures.

D'autre part, le traité d'Amsterdam, signé en 1997, donne pour la première fois une compétence à l'UE dans les domaines de l'immigration et du droit d'asile.

L'Union peut ainsi : définir les conditions d'entrée et de séjour des immigrants légaux ; encourager les États membres à prendre des mesures d'intégration ; prévenir et réduire l'immigration irrégulière, notamment par une politique de retour des migrants clandestins et la signature d'accords de "réadmission" avec les pays tiers ou de surveillance accrue de ses frontières extérieures (dispositif Frontex par exemple). En revanche, il appartient à chaque État de fixer, s'il le souhaite, le nombre de ressortissants de pays tiers qui entrent sur son territoire dans le but de rechercher un emploi.

❖ Informations générales

Principaux pays d'accueil des immigrés dans le monde

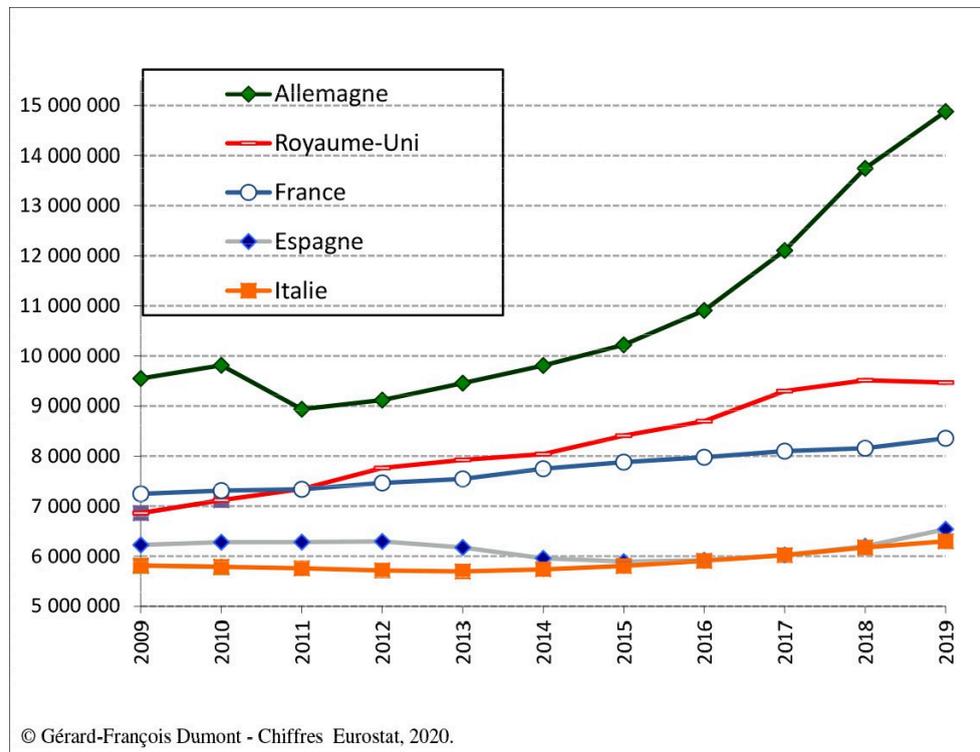


Source : Nations unies (2020)

L'Allemagne et la France étaient en 2020 les principales destinations, selon les données d'Eurostat. La proportion la plus élevée de non-nationaux se trouve néanmoins au Luxembourg : ils y représentent 47 % de la population totale. La plus faible proportion se trouve en Pologne (1,2 %) et en Roumanie (0,8 %). En France, les étrangers représentent près de 8 % de la population.

Chaque État membre a également la possibilité de rétablir temporairement les contrôles aux frontières nationales en cas de menace pour l'ordre public ou la sécurité. La France le fait depuis 2015, à la suite des attentats terroristes survenus à Paris, puis de l'afflux de réfugiés, de la pandémie de Covid et enfin de la guerre en Ukraine.

Nombre total d'immigrants dans différents pays européens



Le nombre de personnes présentes **illégalement** en UE est quant à lui d'environ 550 000 personnes, soit 0,12% de la population totale de l'Union Européenne.

❖ Quels contrôles pour les ONG comme Open Arms?

Open Arms est une organisation humanitaire, non gouvernementale et sans but lucratif dont la mission principale est de protéger la vie des plus vulnérables en situation d'urgence. Leur but est de protéger la vie des personnes abandonnées dans les eaux internationales, et de collaborer en terre ferme avec les équipes sanitaires et d'investigation en première ligne pour affronter les urgences sanitaires ou d'autres types qui nécessitent une réponse immédiate.

Comme dit précédemment, les ONG humanitaires peuvent parfois enfreindre la loi du pays dans lequel elles appliquent des soins en aidant les migrants récemment arrivés.

Dans le cadre de son nouveau pacte, la Commission européenne a publié une communication qui fournit des orientations relatives à l'interprétation de la directive sur l'aide aux migrants, dans laquelle elle indique que l'exécution de l'obligation légale de sauvetage des personnes en détresse en mer ne peut être criminalisée, sans toutefois demander des

efforts supplémentaires, laissant les activités de recherche et de sauvetage entre les mains d'ONG et de navires privés. La politique des États membres est souvent diverse voire opposée sur ces questions de sauvetages.

III. ENJEUX ET CONTEXTUALISATION POLITIQUE DES ÉTATS MEMBRES

❖ Fonds européens relatifs à la migration

Le Fond d'asile permet de contribuer à une gestion plus efficace des flux migratoires au sein de l'Union Européenne. Son budget est de 9,8 milliards d'euros pour la période de 2021-2027.

Le fond a quatre objectifs:

- Renforcer et développer tous les aspects du régime d'asile européen commun
- Soutenir la migration légale vers les États membres en fonction de leurs besoins économiques et sociaux
- Promouvoir des stratégies de retour équitables et efficaces
- Accroître la solidarité et le partage des responsabilités entre les États membres.

Tous les pays membres (sauf le Danemark qui ne participe pas à ce fond) élaborent des programmes nationaux qui définissent les mesures à adopter pour réaliser ces quatre objectifs.

Le FAMI offre des subventions qui peuvent couvrir la quasi-totalité d'un projet.

❖ L'éducation et le partage des bonnes pratiques

Selon le Socle Européen des Droits Sociaux, "tout le monde a droit à une éducation de qualité inclusive, à un entraînement et un apprentissage tout au long de sa vie, afin de s'intégrer complètement dans la société". Cela inclut aussi les réfugiés. Ceux-ci se retrouvent souvent face à une situation difficile : ils arrivent dans un nouveau monde espérant trouver une vie meilleure et sont confrontés à des problèmes de langue, et, de façon plus générale, rencontrent des difficultés pour s'intégrer. Pour gérer ce problème, l'Union européenne a donc établi un Plan d'Action sur l'Intégration et l'Inclusion 2021-2027, adopté en 2020. Il traite notamment le thème de l'éducation, étant donné qu'il est la clé pour faciliter l'inclusion.

Afin d'encourager les États Membres à accueillir ces individus, l'UE propose des aides économiques et des partenariats. Des conseils d'experts sont également offerts pour soutenir les réformes politiques nationales.

Entre 2016 et 2018, divers sujets ont été abordés, tels que l'évaluation linguistique, l'intégration des mineurs non accompagnés, la reconnaissance des qualifications des réfugiés, et le dialogue interculturel. De plus, le programme Erasmus+ finance des projets d'intégration des migrants dans tous les secteurs éducatifs et soutient également des

partenariats stratégiques et le renforcement des capacités dans l'enseignement supérieur dans les pays partenaires touchés par la migration.

De plus, la Commission Européenne cofinance le réseau SIRIUS sur l'éducation des migrants et soutient le portail School Education Gateway pour l'échange d'informations et de ressources. D'autres initiatives en ligne, telles que eTwinning et Online Linguistic Support, sont mises en œuvre pour favoriser l'inclusion et l'apprentissage linguistique.

La Commission européenne encourage l'échange de bonnes pratiques entre États membres. Elle a mis en place "Peer counselling", qui consiste en observer d'autres pays membres et évaluer les aspects positifs et négatifs des mesures qu'ils ont mis en place concernant les migrants, pour en tirer une conclusion collective et proposer des points d'amélioration.

Par exemple, la Suède, bien qu'elle veuille durcir sa politique concernant l'immigration, avait tout de même mis en place des programmes complets, avec des formations linguistiques et beaucoup d'informations sur le marché du travail / système éducatif. La Finlande participe aussi dans ces programmes en mettant l'accent sur l'intégration sociale et culturelle, même si ce pays devient aussi plus strict. Les Pays-Bas introduisent des mesures d'intégration dès l'éducation et la France propose des formations spécifiques pour ces personnes. Entre autres, l'Espagne vise de même à garantir un accès à la santé pour les migrants. De nombreux autres exemples existent au-delà de ceux cités : les pays membres mettent en place des mesures pour faciliter l'intégration des immigrants dans la société, et lors des échanges des bonnes pratiques, ceux-ci sont encouragés à imiter ces comportements, bien que certains pays membres font de l'arrêt des entrées de migrants sur leur sol la base de leur discours politique comme c'est le cas en Italie. Mais il n'est pas possible pour des pays vieillissants de ne pas accueillir d'immigrés. Cette main-d'œuvre est vitale pour les emplois pénibles de l'agriculture ou de la pêche par exemple.

https://www.francetvinfo.fr/monde/italie/italie-le-gouvernement-de-giorgia-meloni-va-faire-ent-452-000-travailleurs-etrangers-d-ici-2025_6244803.html

❖ **Faciliter l'intégration à la culture européenne ?**

L'intégration de la culture des migrants au sein de l'UE a de nombreux avantages, comme permettre une cohésion sociale ou enrichir les communautés locales en apportant des aspects extérieurs à leur culture. Des études indiquent que la participation à des activités artistiques favorise le développement de liens sociaux, de réseaux de soutien et du sentiment d'appartenance dans une nouvelle société. De plus, des pratiques artistiques telles que le dessin, la peinture et la musique peuvent avoir un impact positif sur le bien-être physique et mental des migrants et des réfugiés, réduisant l'anxiété et la dépression favorisant donc le sentiment d'appartenance. D'autres études suggèrent que ces activités peuvent influencer les points de vue et les attitudes des participants, favorisant des perspectives plus positives envers la diversité. **L'engagement artistique, en particulier les formes d'art combinant le langage et le mouvement, peut également aider à l'apprentissage de la langue du pays d'accueil.** Puis, d'autre part, les artistes migrants peuvent apporter de nouvelles approches créatives et établir des connexions internationales, renforçant ainsi la vitalité culturelle locale. Ces effets positifs peuvent également avoir des retombées économiques et sociales plus larges, notamment en contribuant au développement économique des quartiers défavorisés.

Tout de même, il faut garder en tête que ce n'est pas toujours facile, et que même si l'intégration culturelle présente de nombreux avantages, elle n'est pas toujours exploitée. **Les migrants sont souvent sous-représentés parmi les acteurs et les professionnels culturels (artistes, producteurs, écrivains, réalisateurs, et acteurs).** Les obstacles à l'inclusion culturelle des migrants en tant qu'artistes comprennent le manque de réseaux et de capital culturel, des difficultés à accéder au financement, des barrières à l'éducation artistique et à la reconnaissance des qualifications étrangères, ainsi que la discrimination, les préjugés conscients et inconscients, et le manque de sensibilisation interculturelle dans les institutions culturelles.

Il est important de noter que les expériences individuelles varient en fonction de divers facteurs tels que le genre, l'âge, le statut socio-économique, le niveau d'éducation, les compétences linguistiques et la durée du séjour dans le pays. Des efforts significatifs sont nécessaires pour surmonter ces obstacles et permettre une participation culturelle plus équitable et inclusive des migrants et des minorités en Europe.

Les institutions culturelles en Europe cherchent à promouvoir l'inclusion culturelle en offrant des opportunités continues d'auto-expression aux migrants et aux minorités, les encourageant ainsi à devenir des co-créateurs actifs plutôt que de simples observateurs passifs. À Berlin, le projet Moultaqa, lancé en 2015 par le Musée des Arts Islamiques, a formé des réfugiés syriens et irakiens en tant que guides de musée, offrant des visites à d'autres réfugiés et visiteurs arabophones. Mais aussi des projets comme "The Power of the Word" du Musée Calouste Gulbenkian à Lisbonne, en Espagne et le projet "Atlas of Transitions" du Théâtre Powszechny à Varsovie, en Pologne ont également impliqué des migrants dans la planification et la présentation d'œuvres culturelles. Ces initiatives visent à rendre la production artistique et culturelle plus représentative des expériences des visiteurs issus de milieux migrants, renforçant ainsi l'attrait culturel pour un public plus diversifié. De plus, certains établissements culturels ont favorisé la co-production artistique au sein de groupes socialement et culturellement mixtes pour éviter les stéréotypes et permettre une plus grande liberté créative.

https://commission.europa.eu/eu-regional-and-urban-development/topics/cities-and-urban-development/priority-themes-eu-cities/inclusion-migrants-and-refugees-cities_fr

L'intégration réussie des migrants est essentielle pour le bien-être, la prospérité et la cohésion futures des sociétés européennes. Même si la responsabilité de cette intégration repose principalement sur les États membres, l'UE aide les autorités locales et nationales à coordonner leurs politiques, à échanger des connaissances et à financer leurs initiatives.

❖ **Plan d'action sur l'intégration et l'inclusion**

Comme le souligne le nouveau Pacte sur la migration et l'asile, une politique d'intégration et d'inclusion réussie est un élément essentiel d'une politique de migration et d'asile bien gérée et efficace. C'est également essentiel pour la cohésion sociale et pour une économie dynamique qui profite à tous.

Le plan d'action pour l'intégration et l'inclusion 2021-2027 propose des actions concrètes pour aider les États membres et d'autres parties prenantes concernées à surmonter les défis liés à l'intégration des migrants et des citoyens de l'UE issus de l'immigration. Bien que les gouvernements nationaux soient principalement responsables de la mise en œuvre des

politiques sociales, l'UE joue un rôle clé en soutenant les États membres par le biais du financement, du renforcement des capacités et de la création de nouveaux partenariats.

S'appuyant sur les réalisations du plan d'action de 2016 pour l'intégration des ressortissants de pays tiers, le plan d'action s'attaque aux obstacles à l'intégration dans les principaux domaines politiques : le logement, l'éducation, l'emploi et les soins de santé. Les actions visent notamment :

- Une éducation et une formation inclusives depuis la petite enfance jusqu'à l'enseignement supérieur, axées sur une reconnaissance plus rapide des qualifications et l'apprentissage des langues, avec le soutien de fonds de l'UE.
- Amélioration des opportunités d'emploi et de la reconnaissance des compétences pour valoriser pleinement la contribution des communautés de migrants, et des femmes en particulier, et garantir qu'elles soient soutenues pour atteindre leur plein potentiel. La Commission travaille avec les partenaires sociaux et économiques et les employeurs pour promouvoir l'intégration sur le marché du travail, soutenir l'entrepreneuriat et faciliter la reconnaissance et l'évaluation des compétences par les employeurs.
- Égalité d'accès aux services de santé pour les personnes nées en dehors de l'UE et possibilités pour les États membres d'échanger les meilleures pratiques.
- Accès à un logement adéquat et abordable financé par le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen Plus, le Fonds d'asile et de migration et Invest EU, ainsi que l'échange d'expériences aux niveaux national, local et régional sur la recherche de solutions de logement et la lutte contre la discrimination en matière de logement
- Le plan d'action sera mis en œuvre en mobilisant des financements de l'UE et en créant des partenariats avec toutes les parties concernées : les migrants, les communautés d'accueil, les partenaires sociaux et économiques, la société civile et le secteur privé. Il cherchera à moderniser l'accès aux services en utilisant les outils numériques. Enfin, cela améliorera la base de données factuelles pour poursuivre l'élaboration des politiques et garantir un bon suivi des résultats.

Le plan d'action s'appuie sur les réalisations du plan d'action de 2016 sur l'intégration des ressortissants de pays tiers.

Il est urgent que le conseil de ministres de la culture mette en place des politiques d'harmonisation du processus d'intégration des immigrants dans l'UE.

Point Frontex (un des lobbies de la commission) :

Depuis quelques années, l'UE a renforcé les attributions et les pouvoirs de FRONTEX, à travers notamment l'attribution de moyens supplémentaires, la reconnaissance d'un droit d'intervention en cas de défaillance d'un État membre face à une forte pression migratoire mettant en danger l'espace Schengen et un rôle accru dans l'organisation des retours.

❖ **Quelle prise en charge des migrants réguliers et irréguliers ?**

Les droits d'accès aux services de santé sont complètement différents selon le statut juridique des migrants dans le pays d'accueil. Alors que tous les États membres de l'Union européenne reconnaissent ces droits humains universels, **les droits en matière de santé reposent sur des réglementations nationales très diverses** et non sur une réglementation européenne commune. Cela crée des demandes d'inclusion au sein du système de santé, considérées comme un droit humain, contradictoires avec une exclusion de fait des soins de santé par le biais de définitions nationales différant selon les pays. Cela conduit à une réelle incertitude pour les organisations de soins de santé – principalement les permanences d'accès aux soins de santé (Pass) des hôpitaux et des ONG – et pour leur personnel : s'ils fournissent des soins, ils peuvent parfois agir contre les réglementations nationales ; s'ils ne fournissent pas de soins, ils violent les Droits de l'homme et excluent les plus vulnérables.

IV. QUELS OBJECTIFS DU CONSEIL DE L'UE SUR L'INTÉGRATION DES MIGRANTS AU SEIN DE L'UE

Ce rapport exprime donc une position forte de l'Union Européenne. La politique migratoire de la Commission européenne, des États membres et de l'UE ne peut se contenter de se cantonner dans le domaine du contrôle et de la restriction des flux. Les migrations sont une réalité qui se maintiennent et risquent d'être naturellement accentuée par le vieillissement démographique de nombreux pays de l'UE (Allemagne, pays méditerranéens ou de l'Est de l'UE). Il faut donc que les pays membres et la commission européenne travaillent ensemble à faire converger les expériences et bonnes pratiques en la matière. Il est évident à la lecture de ce rapport que ces politiques d'accueil passe par deux volets centraux, d'abord celui des aides sociales spécifiques à l'accueil et aux politiques migratoires. Pour autant, le conseil européen de ce mois d'avril entend aussi proposer un volet éducatif et culturel commun qui permettra de faire converger les politiques d'accueil à échelle européenne.

V. BIBLIOGRAPHIE

Fonctionnement des institutions européennes :

<https://www.youtube.com/watch?v=IULPVulp6w8&t=149s>

Sur l'immigration en Europe:

- ★ <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/#rules>
- ★ https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/promoting-our-european-way-life/statistics-migration-europe_fr
- ★ <https://www.economist.com/europe/2023/10/12/the-eus-endless-search-for-a-migration-fix>
- ★ <https://www.cairn.info/revue-analyses-de-population-et-avenir-2019-1-page-1.htm>
- ★ https://lms.fun-mooc.fr/asset-v1:ulg+108003+session01+type@asset+block/module_1_migrations_europe_phenomene_neuf.pdf
- ★ <https://www.touteleurope.eu/societe/migrations-la-politique-europeenne-en-3-minutes/>
- ★ <https://op.europa.eu/webpub/eca/special-reports/readmission-cooperation-17-2021/fr/index.html#chapter0>
- ★ https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Politique_commune_en_mati%C3%A8re_d%27asile
- ★ <https://www.unhcr.org/dach/ch-fr/nos-activites/asile-union-europeenne>
- ★ <https://www.europarl.europa.eu/about-parliament/fr/democracy-and-human-rights/fundamental-rights-in-the-eu/guaranteeing-the-right-to-asylum>
- ★ <https://www.oecd.org/fr/migrations/mig/15923784.pdf>
- ★ <https://www.touteleurope.eu/l-ue-dans-le-monde/asile-et-migrations-dans-l-union-europeenne/>
- ★ <https://www.lesechos.fr/2017/03/leurope-doit-vite-satteler-a-mieux-integrer-ses-migrants-169734>

L'éducation des migrants

- ★ https://home-affairs.ec.europa.eu/policies/migration-and-asylum/legal-migration-and-integration/integration/action-plan-integration-and-inclusion_en
- ★ <https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1606&langId=en>
- ★ <https://education.ec.europa.eu/focus-topics/improving-quality/inclusive-education>

- ★ <https://education.ec.europa.eu/focus-topics/improving-quality/inclusive-education/migrants-and-refugees>
- ★ https://education.ec.europa.eu/sites/default/files/document-library-docs/et-2020-peer-counselling_en.pdf

Sur la culture européenne:

- ★ https://ec.europa.eu/migrant-integration/system/files/2022-03/mpie_europe-art-culture-inclusion_final.pdf
- ★ https://ec.europa.eu/migrant-integration/library-document/promoting-inclusion-europe-s-migrants-and-minorities-arts-and-culture_en
- ★ https://ec.europa.eu/migrant-integration/library-document/cultural-diversity-europe-story-mutual-benefit_en

Points d'entrée avec protection européenne commune :

Frontex :

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/21996-frontex-10-000-garde-frontieres-en-2027>

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/19920-frontex-sis-europol-comment-securiser-lespage-sc-hengen>

Les refoulements illégaux :

<https://www.youtube.com/watch?v=FO0Bm8mc7IE>

ONG :

<https://www.openarms.es/fr/notre-activite/mediterranee>

article de 2018 :

<https://www.amnesty.fr/refugies-et-migrants/actualites/migrations-et-refuge--100-ong-disent-non-au-nouveau>

Cas de L'Italie:

- ★ <https://www.tf1info.fr/international/lampedusa-italie-exige-des-migrants-deboutes-du-droit-d-asile-5000-euros-pour-eviter-la-retention-2270709.html>

Cas des Pays-Bas :

- ★ https://youtu.be/1pwVoYMvxxI?si=9zG4_eEe7BT4MMNf

Cas de la France :

- ★ https://www.tiktok.com/@geomancis_media/video/7315104321358581025?_t=8iRf2j6f82C&_r=1
- ★ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6793224?sommaire=6793391>
- ★ <https://www.instagram.com/reel/CzbBJkCyyqX/?igshid=dXBhYzI2cXg2Zng4>
- ★ https://www.francetvinfo.fr/societe/immigration/projet-de-loi-immigration-la-reforme-de-l-aide-medicale-d-etat-l-autre-caillou-dans-la-chaussure-du-gouvernement_6165372.html
- ★ https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2022/video/2022/01/16/presidentielle-2022-y-a-t-il-de-plus-en-plus-d-immigres-en-france_6109705_6059010.html?dmplyer_source=share-link
- ★ <https://www.guidestao.com/blogs/vacances-et-week-end-en-france/10-initiatives-qui-accompagnent-aux-refugies-et-migrants-en-france>

- ★ https://france.representation.ec.europa.eu/informations/migration-la-cooperation-avec-les-pays-tiers-donne-des-resultats-concrets-2019-05-20_fr

Cas de la Suède:

- ★ <https://www.infomigrants.net/fr/post/52739/la-suede-veut-limiter-lacces-des-migrants-hors-ue-aux-prestations-sociales>

Cas de la Finlande:

- ★ <https://corporateimmigrationpartners.com/finland-new-government-and-stricter-immigration-measures/>

Relations avec le Maroc:

- ★ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_13_513